ÉDITORIAL

L'évolution de la CIPR et de ses recommandations

La Commission internationale de protection radiologique (CIPR) s'est réunie en octobre en Corée en nourrissant une double ambition, à savoir mener un bilan interne sur les avancées des travaux menés au sein de ses 5 comités mais également, et peut être surtout, échanger avec toutes les parties prenantes – scientifiques, associations et autorités locales – sur les fondements scientifiques et éthiques de la radioprotection. Cet exercice, initié il y a quelques années durant la rédaction des dernières recommandations de la CIPR (CIPR 103, 2007), et repris de façon très régulière dès 2011 en Amérique du Nord, puis en 2013 dans les pays du Golfe, marque un tournant dans les relations entre la commission et les parties prenantes, et prend mieux en compte l'évolution générale du rôle de l'expert dans la société. La CIPR fut en effet longtemps critiquée pour le manque de transparence dans son fonctionnement et même sur le choix des données scientifiques à l'origine de ses recommandations. Ainsi, de nombreuses critiques se sont élevées lorsque, pour des raisons de simplification et à des fins de gestion des expositions, la commission a considéré que toute exposition aux rayonnements accroissait le risque naturel de survenue de cancer, selon une probabilité directement liée au niveau de l'exposition. Depuis, la CIPR a tenté à plusieurs reprises d'explicitier ses positions, à travers des publications malheureusement réservées à un public d'initiés.

La prise en main par les populations de leur avenir dans le cas de catastrophes nucléaires a changé la donne. La CIPR a bien compris que les règles de radioprotection ne pouvaient plus être édictées dans une tour d'ivoire par un petit groupe d'experts, et que les populations œuvrant sur le terrain et donc directement exposées aux rayonnements devaient être consultées. Elle a compris également que la mise en œuvre pratique de ses recommandations nécessitait au préalable l'acceptation sociétale du rôle de l'expert et de sa valeur ajoutée. Toutes ces raisons ont conduit la CIPR à multiplier les rencontres avec les associations et les habitants des régions contaminées et à organiser des rencontres biennales avec les professionnels, dans l'objectif d'identifier les questions rémanentes et d'élaborer les réponses de demain. À cette fin, elle soumet systématiquement tous ses projets de publications sur son site internet où tous les commentaires sont bienvenus.

Par ailleurs, la CIPR continue à réfléchir sur les fondements scientifiques de ses recommandations, afin que ceux-ci demeurent toujours conformes aux derniers acquis de la science. Parmi les sujets débattus, qui pourraient faire évoluer les prochaines réglementations, figurent notamment la prise en compte des maladies cardiovasculaires dans la définition du détriment sanitaire, la valeur numérique du facteur d'efficacité de dose et de débit de dose, ou encore l'utilisation de la dose équivalente aux tissus en tant que valeur limite d'exposition. Tous ces thèmes seront bien entendu encore longuement débattus durant les années à venir, et il est fort probable que le prochain symposium de la CIPR, prévu à Paris du 9 au 11 octobre 2017, sera une nouvelle et belle occasion d'échanger encore avec vous sur ces sujets et sur bien d'autres. Je vous invite donc dès à présent à retenir ces dates, à préparer vos questions et à partager votre expérience dans les pages de notre revue !!

Je vous souhaite à toutes et tous une excellente année 2016.

François Paquet, Président du Comité de rédaction